



Monsieur **Michel Daerden**  
Ministre des Transports  
rue de la Loi, 65

1040 Bruxelles

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

27.015/II/PN  
TVS/RV

Monsieur le Ministre,

La Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL) a été saisie d'une plainte pour non-respect des lois linguistiques coordonnées (LLC), quant à l'occupation des cadres linguistiques de la SNCB.

Le plaignant observe qu'il ressort de la réponse donnée par le ministre à la question parlementaire de M. Van Nieuwenhuysen, n° 993 du 11 avril 1994, qu'aux degrés 3 à 12 de la hiérarchie seulement 51,05 % des emplois sont occupés par des fonctionnaires du rôle de langue néerlandaise, alors que les cadres linguistiques de la SNCB réservent 52,50 % des emplois aux fonctionnaires dudit rôle (situation au 1er juillet 1994).

Par ailleurs, le plaignant fait valoir que malgré ce sous-étoffement défavorable au personnel néerlandophone, et depuis l'entrée en vigueur des cadres linguistiques (AR du 1er décembre 1993), la SNCB a recruté 32 francophones contre 18 néerlandophones - phénomène qui ne manque pas de creuser l'écart existant par rapport aux proportions arrêtées par les cadres linguistiques (52,50% N.- 47,50% F.).

Dans la même période, le nombre des promotions à un grade supérieur, intervenues en faveur de francophones, aurait également été supérieur à celui des promus néerlandophones.

Finalement, le plaignant estime qu'il ne se justifie pas que les filiales de la SNCB ne doivent pas disposer de cadres linguistiques.

\*  
\* \*

La Commission permanente de Contrôle linguistique, siégeant sections réunies, a examiné cette plainte en sa séance du 28 août 1997.

De la réponse donnée à la question parlementaire n° 993 du 11 avril 1994 de monsieur Van Nieuwenhuysen, il peut être déduit ce qui suit:

- à certains degrés, le nombre des effectifs en place est supérieur à celui des emplois prévus aux cadres linguistiques;
- le nombre des recrutements est plus élevé du côté des francophones que de celui des néerlandophones, et ce, pour la période du 1er décembre 1993 au 1er juillet 1994 (32 F - 18 N);
- pour la même période, le nombre des promotions de francophones est également supérieur à celui de néerlandophones (30 F - 28 N).

En réponse à la demande complémentaire de renseignements, expédiée par la CPCL le 23 décembre 1996, la SNCB a communiqué, le 4 juin 1997, les données ci-après.

"1. Le document ci-joint donne les effectifs N + F, statutaires et contractuels, des services centraux, en date du 1er janvier 1997.

**Cadres linguistiques** (fixés par arrêté royal du 1er décembre 1993),  
situation au 1er janvier 1997.

#### A. Statutaires

##### 1. Degrés 1 et 2

		Cadres linguistiques					Effectifs			
Degrés	Cadre organique	N	F	(1)	Bil. N	Bil. F	N	F	Bil. N	Bil. F
1	38	14	14		3	3	9	5	8	4
2	147	42	42	1	11	11	42	50	21	11

##### 2. Degrés 3 -12

Degrés	Cadre organique	Cadres linguistiques Total N+F=3.439			Effectifs Total N+F=3.091	
		N	F	(1)	N	F
3	19	8	7		12	11
4	873	408	369		404	386
5	0	0	0	1	0	0
6	724	365	330		295	274
7	922	505	447		431	430
8	19	19	17		11	14
9	61	33	32		38	23
10	539	340	308		284	251
11	61	32	26		35	20
12	171	101	92		89	83

Total	3389	1811	1628		1599	1492
-------	------	------	------	--	------	------

(1) emploi non attribué

52,6 %

47,4%

51,7%

48,3%

## B. Contractuels

Degrés	Effectifs	
	N	F
1	1	1
2	0	1
degrés 1&2	1	2
3	0	0
4	50	37
5	0	0
6	21	30
7	30	33
8	0	0
9	0	0
10	4	15
11	2	0
12	10	13
degrés 3-12	117	128

1. Les filiales de la SNCB, à savoir les sociétés dont la SNCB détient plus de 50% des actions:

- TRANSURB CONSULT SA
- TECHNIRAIL SA
- EUROSTATION SA
- EURO LIEGE TGV SA
- TUC RAIL SA
- DEPAIRE SA
- FERRY BOATS SA
- INTERFERRY SA
- UNILog SA

Les activités de ces sociétés ne concernent pas le service public de la SNCB et ne tombent donc pas sous l'application de l'article 36 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises économiques publiques. En conséquence, aucun cadre linguistique n'a été fixé pour ces sociétés.

3. Dans les services locaux et régionaux de Bruxelles-Capitale, la SNCB applique le principe de la parité (1N - 1F)."

\*  
\* \*

Des données concernant le cadre organique et les effectifs (point 1) il ressort ce qui suit.

1. Quant aux degrés 1 et 2, il apparaît que:

- 1) tous les emplois du cadre organique des services centraux n'ont pas été répartis entre les cadres linguistiques;

- 2) il y a plus d'effectifs que d'emplois aux cadres linguistiques (degré 2);
  - 3) il y a déséquilibre aux deux degrés;
  - 4) un emploi n'est pas attribué (degré 2).
2. Quant aux degrés 3 à 12, il apparaît que:
- 1) tous les emplois du cadre organique n'ont pas été répartis entre les cadres linguistiques (degrés 3, 4, 6 et 11);
  - 2) il y a plus d'emplois aux cadres linguistiques que prévus au cadre organique (degrés 7, 8, 9, 10 et 12);
  - 3) il y a plus d'effectifs au cadre organique N que d'emplois au cadre linguistique N (degrés 3, 9 et 11);
  - 4) il y a plus d'effectifs au cadre organique F que d'emplois au cadre linguistique F, (degrés 3 et 4);
  - 5) il y a plus d'effectifs F que d'effectifs N au degré 8, même si la proportion N est plus grande que la F aux cadres linguistiques;
  - 6) un emploi n'est pas attribué (degré 5).

\*  
\* \*

#### Avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique

1. La CPCL estime qu'en ce qui concerne l'occupation des cadres linguistiques, la plainte est recevable et fondée:
  - la SNCB est tenue de répartir tous les emplois du cadre organique entre les cadres linguistiques;
  - les cadres linguistiques ne peuvent compter un nombre plus élevé d'emplois que celui des emplois prévus au cadre organique et il ne saurait y avoir davantage d'effectifs que d'emplois prévus par les cadres linguistiques;
  - toute "réservation ou non-attribution d'emplois" est interdite;
  - les emplois des contractuels doivent être répartis en fonction des proportions fixées pour les statutaires (parité aux degrés 1 et 2, et 52,5% N. - 47,50% F. aux degrés 3 à 12).

La CPCL estime, par ailleurs, que la politique de recrutement et de promotion de la SNCB doit prendre en compte les proportions arrêtées par les cadres linguistiques.

Le Commission permanente de Contrôle linguistique vous invite à lui communiquer la suite que vous réserverez au présent avis.

2. Quant au problème des filiales de la SNCB, il vous a été demandé des informations complémentaires à examiner par la CPCL. Elle vous fera parvenir son avis en la matière.

\*  
\* \*

Copie du présent avis est notifiée à monsieur l'administrateur délégué de la SNCB ainsi qu'au plaignant.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

**Le président,**

**A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS**